Pétrole et gaz du Canada—Loi

l'avait même payé le plus cher au Canada, pour pouvoir les aider à écouler ce grain-là. Plus tard, ce fut la question du pétrole avec la ligne Borden, où les Ontariens payaient plus cher leur pétrole.

● (2010)

Il y a toujours eu une période au Canada où quelqu'un payait un peu plus cher pour un ensemble de partage. Et pour les jeunes qui sont dans le Canada actuellement, il n'y a rien de pire que d'entendre des représentants de chaque parti ou des groupes de citoyens à travers le pays qui essaient de monter en épingle le côté égoïste, c'est-à-dire parce qu'une province peut avoir dans le temps une richesse importante et sentant ce gain-là venir pour elle la province veut se l'approprier. Et on l'a pour Terre-Neuve dans le moment. On l'a eu pour le Québec qui voulait revendiquer maintenant la partie du Labrador, parce que dans le Labrador on sait maintenant qu'il y a des richesses importantes et ce que les jeunes veulent dans ce pays, c'est un esprit de partage et un esprit où finalement ce n'est pas une guerre de chefs. Ce que l'on vise seulement au Canada, c'est effectivement une guerre de chefs, une guerre entre premiers ministres provinciaux.

On l'a encore vu récemment à la conférence des premiers ministres provinciaux et quand le premier ministre du Canada (M. Trudeau) a participé à la dernière conférence fédérale-provinciale du mois de septembre: les provinces voulaient encore toujours s'approprier une partie du gâteau mais sans vouloir partager avec l'ensemble des Canadiens. C'est là qu'on a une difficulté au pays, ne pas voir l'ensemble de population mais voir plutôt chacune des provinces. Et nous autres, comme gouvernement canadien, nous n'avons pas été élus pour représenter une région. On n'a pas été élu pour s'occuper des prochaines élections, on a été élu pour s'occuper de la nation, des prochaines générations. Et à ce chapitre-là, le bill C-48, qu'est-ce qu'il fait? Donner au gouvernement canadien, notre gouvernement, notre Parlement, des pouvoirs sur les terres canadiennes pour gérer de façon plus efficace, plus rationnelle les biens du pays, qui sont l'héritage de 100 ans et les garanties de l'avenir pour la population canadienne.

Quand on lit, et cela est important, exactement ce que le bill C-48 édicte, on est étonné de constater de la protestation de l'autre côté, parce que c'est loin d'être un projet de loi qui dépoussède le pays, c'est un projet de loi qui stipule, et je cite:

Loi réglementant les droits relatifs au pétrole et au gaz sur les terres du Canada et modifiant la Loi sur la production et la conservation du pétrole et du gaz.

Est-ce qu'on est d'accord, oui ou non, pour dire qu'on vit dans un ensemble où on doit redistribuer la richesse, quitte à trouver un mécanisme de redistribution? Au fond, c'est assez paradoxal, mais le Canada est peut-être un des rares pays où il y a deux problèmes bien identifiés. Un pays extrêmement riche et un problème de partage. On ne sait pas comment partager, on ne sait pas comment être équitable mais il est une chose que l'on sait, c'est comment s'approprier ces richesses-là de façon absolue, mais on veut les conserver pour soi et ne veut pas que le gouvernement canadien, le gouvernement de tout le pays, puisse en faire profiter chacun des citoyens et des citoyennes.

Il me semble que pour une femme ou un homme qui siègent dans ce Parlement-là, cela doit être élémentaire à comprendre, et qu'on devrait en venir facilement à un consensus. Et moi, la génération que je représente, ce qui nous désabuse de plus en plus, c'est de voir des conflits artificiels, des conflits basés

strictement sur le pouvoir absolu ou le pouvoir de s'enrichir aux dépens des autres dans le pays. Et je le dis sans partisanerie, parce qu'au Québec on a connu le référendum, et c'était sûr que cela était une épreuve extrêmement déchirante, parce qu'on essaie de faire le procès des uns et des autres, mais en trouvant toutes sortes de raisons, et souvent ce sont beaucoup plus des alibis que des raisons, pour marquer un point mais toujours au détriment de l'ensemble.

J'écoutais le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) cet après-midi parler du fait que Terre-Neuve a besoin de la richesse sous-marine pour pouvoir laisser de côté toute la péréquation, parce qu'elle voulait s'enrichir. Je crois que c'est ce que le Canada veut faire avec chacune de ses composantes, lui permettre de s'enrichir, mais pas de s'enrichir aux dépens de l'ensemble des Canadiens. C'est étrange, mais j'ai l'impression qu'on est 12 pays dans le Canada, les deux Territoires et les dix provinces, et s'il reste quelque chose, donnons cela au gouvernement fédéral.

Lorsqu'il y a des problèmes de transport, et je vois le ministre qui est ici actuellement, tout le monde demande au ministre des Transports (M. Pepin), moi le premier, des choses souvent très dispendieuses, parfois difficiles à différencier du caprice ou du besoin, mais on est tous là autour du gouvernement fédéral pour en demander plus. Mais lorsque le moment arrive de mettre dans la cagnotte centrale sa part du gâteau, là on ne fonctionne pas, et c'est encore plus étrange lorsqu'on voit le premier ministre de Terre-Neuve demander au gouvernement fédéral d'aller voir le Québec et même plus, de permettre l'établissement d'un corridor énergétique au Québec, et qui de la même façon demande maintenant au gouvernement fédéral de ne pas toucher aux ressources sous-marines, sous prétexte que cela lui appartient. Autrement dit, on joue deux poids deux mesures. Et je crois que de ce côté-là le parti progressiste conservateur, lorsqu'il a été au pouvoir pendant neuf mois, a pu vérifier cette chose-là. On a eu de la difficulté à s'entendre, on n'a même pas pu s'entendre avec l'Alberta sur un prix à l'époque, on n'a pas réussi à s'entendre non plus avec Terre-Neuve sur un programme qui aurait pu être acceptable aux deux parties, et on voudrait encore, sous prétexte qu'on pourrait avoir une facilité de compromis, tout donner à chacune des provinces. C'est impensable, et cela c'est une question d'esprit. Je vous dirai que personnellement ce dont je suis le plus fier c'est d'être Canadien, et je suis d'accord que le Québec et d'autres provinces donnent dans le montant central, dans le budget central, dans le trésor canadien, pour la redistribution, mais je ne suis pas d'accord pour qu'une province ou pour qu'une région puisse s'accaparer tout le montant sous prétexte que cela lui appartient.

Je crois que le bill C-48 est clair là-dessus. Laissons de côté la question juridique de l'appartenance des 200 milles de côtes, et examinons de façon concrète maintenant ce que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) propose. Il propose simplement qu'à l'avenir on puisse rendre plus canadien et même arriver à l'autosuffisance énergétique à partir de ce que nous possédons déjà. Pour ce faire, dans un projet de loi extrêmement détaillé, rigoureusement explicité, il demande que le Parlement canadien puisse intervenir directement dans les terres du Canada. J'ai foncièrement l'impression qu'un tel projet de loi devrait être un projet de loi d'unité, un projet de loi qui devrait faire vibrer les Canadiens, parce qu'